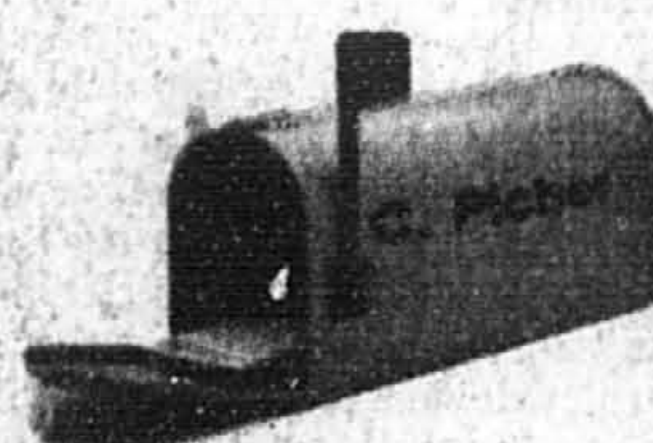


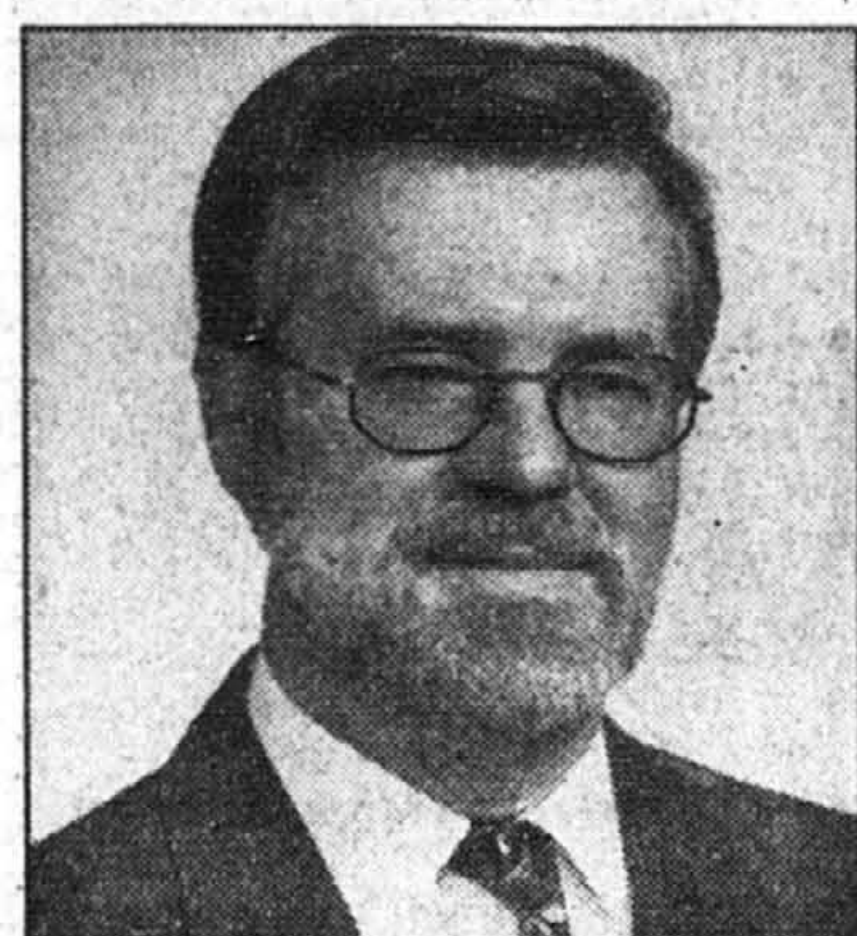
BOURSE / MONDE

Montréal	Toronto	New York
		
Montréal 2942,14 0,00 VARIATION DU JOUR: 0,00% AN: 23,44%	Toronto 5920,71 1,22 VARIATION DU JOUR: 0,02% AN: 21,94%	New York 6567,18 23,09 VARIATION DU JOUR: 0,35% AN: 26,35%

S&P 500	747,65	-0,38
Nasdaq	1316,42	5,66
Dollar CAN	73,27	cents US 0,29
Dollar US	1,365	\$CAN -0,005
Or	357,80	\$US -3,30
Pétrole	24,57	\$US 0,52



Claude Picher
Bombardier,
chouchou
d'Ottawa ?
page C 3



Denis Beauregard

Le Conseil du patronat a son nouveau président

MARTIN VALLIÈRES

Le Conseil du patronat demeure en terrain connu dans le choix de son prochain président. Il s'agit en effet d'un ex-directeur de son service de recherche, Denis Beauregard, 53 ans, qui est un consultant en relations publiques d'entreprises et d'associations d'affaires depuis dix ans.

Le successeur de Ghislain Dufour, depuis 28 ans au CPQ dont 10 comme président, entrera en fonction le 1^{er} février prochain. M. Dufour demeurera président du conseil du CPQ pour 14 mois encore, avant de « prendre du recul et évaluer des offres », dit-il.

Son successeur, Denis Beauregard, aura un agenda chargé dès ses premiers mois, estime M. Dufour. Il verra notamment la relance de débat des salariés de l'État québécois et du redressement des finances publiques, la mise en place du programme d'apprentissage professionnel et l'implantation des mécanismes de l'équité salariale.

« Je veux travailler dans la continuité et dans le sens du rassemblement des forces au Québec, affirme Denis Beauregard. Mais dans un débat comme celui des finances publiques, qui est fondamental, il faut faire des gestes radicaux même si c'est difficile. »

Ghislain Dufour rajoute : « Je ne lui souhaite surtout pas de débats constitutionnel ou linguistique pour 1997, qui sont toujours des moments difficiles pour nous. »

L'épisode référendaire d'octobre 1995 avait d'ailleurs coûté au CPQ le membership des six plus grandes sociétés d'État québécoises, dont Hydro-Québec et la Société des alcools.

« C'était une décision politique, en autant que nous soyons concernés. Mais les acteurs ont changé, notamment au niveau du premier ministre et du président d'Hydro, souligne M. Dufour. »

« Le CPQ ne peut pas demander d'entrée de jeu à son nouveau président de rétablir ces liens. C'est ce que je vais tenter de faire comme président du conseil d'ici 14 mois. »

Ghislain Dufour avait annoncé son départ en juin dernier lors de l'assemblée générale annuelle du CPQ, qui regroupe 118 associations patronales et 450 grandes entreprises.

Denis Beauregard avait été son principal adjoint comme directeur de la recherche du CPQ de 1981 à 1986. Les dossiers marquants de l'époque furent notamment la création de la Commission de santé et sécurité, la Commission Beaudry sur la réforme du Code du travail, les négociations du libre-échange canado-américain et la reprise du pouvoir à Québec par les libéraux dirigés par Robert Bourassa.

Avant d'entrer au CPQ en 1981, M. Beauregard avait été administrateur au ministère de l'Éducation et à Radio-Québec, ainsi que conseiller en communications à l'Institut de la productivité et à la firme National (aucune parenté avec son président, Luc Beauregard).

Depuis son départ du CPQ en 1986, Denis Beauregard dirigeait sa propre firme-conseil en communications et relations publiques, Percom, avec un associé.

Il aura délégué tout intérêt dans cette firme au moment d'entrer en fonction comme président du CPQ, le 1^{er} février.

Le temps doux signifie perte de revenus de chauffage

LISA BINSSE

Le temps anormalement doux que l'on connaît depuis le début de décembre fait le bonheur des uns et le malheur des autres. Hydro-Québec, Gaz Métropolitain et les compagnies de mazout voient leurs revenus fondre au soleil ou presque...

Si novembre a été un peu plus froid que la normale, le mois de décembre fut particulièrement doux, même s'il y a eu d'ensoleillement. La température moyenne, telle qu'enregistrée par Environnement Canada, a été de moins 1,2 degré Celsius alors que la normale est de moins 6,9 degrés. Un an plus tôt, la moyenne était de moins 8,6 degrés, donc plus froid que la normale.

Quand il fait plus doux, on chauffe moins. Cette baisse de consommation a des effets négatifs sur les revenus des compagnies de mazout ainsi que sur ceux de la société d'État et du distributeur gazier.

M. Pierre Dupuis, président de Joseph Élie (Petro Canada) et

président de l'Association de l'huile à chauffage du Québec, note qu'en décembre, le volume des ventes de mazout a chuté de presque 30 % par rapport à la même période l'an dernier pour Joseph Élie. Pour toute l'industrie, le pourcentage devrait être à peu près le même.

Hydro-Québec et Gaz Métropolitain n'ont pas encore complété l'analyse de leurs revenus pour le mois de décembre, mais il est à peu près certain que ceux-ci vont diminuer pour le dernier mois de l'année 1996. Toutefois, en novembre, alors qu'il faisait légèrement plus froid que la normale, Gaz Métropolitain a vu ses ventes grimper par rapport à l'an dernier. Le total des ventes pour ce mois est passé de 102,7 millions à 116,5 millions de dollars.

Même constat pour le mazout, qui a connu une légère hausse du volume vendu. Pendant ce temps, les prix du mazout et du gaz naturel augmentent...

Hydro-Québec n'avait pour sa part pas encore terminé l'étude de ses revenus pour le mois de novembre. Toutefois, il est probable que comme la société gazière, elle connaisse une hausse de ses revenus pour le onzième mois de l'année.



Guy Lazure, de la société Ultramar, a sûrement déjà connu des mois de décembre plus exigeants.

DOSSIER

Mission Canada 1997: cap sur la PME



Valérie Beauregard

La mission commerciale canadienne en Asie réserve une place toute particulière à la petite et moyenne entreprise, qui représente la moitié des participants, contre le tiers au cours des missions précédentes. Cette mission ne se veut pas le rendez-vous du *who's who* canadien mais la tournée de la PME qui cherche à effectuer une percée en Asie et qui mise sur une entrée triomphale pour faire sa marque.

Si les incontournables Bombardier, SNC-Lavalin et Nortel sont du voyage, le gouvernement a aussi recruté des entreprises moins connues comme Les Maisons Québec, de Val-d'Or, ou encore l'Abattoir Bellerive, de Shawinigan-Sud.

Mission Canada dit mettre l'accent sur la PME parce que celle-ci bénéficie tout particulièrement d'une présence gouvernementale pour son effet miraculeux sur les portes des membres de la haute direction d'entreprises asiatiques convoitées comme partenaires commerciaux.

La mission commerciale mènera le groupe de M. Chrétien en Corée du Sud, aux Philippines et en Thaïlande, d'ici au 20 janvier prochain. Quelque 475 gens d'affaires, représentant quelque 400 compagnies, y participent.

La mission, présentée comme la plus importante de l'histoire canadienne, se concentrera sur huit secteurs : l'agro-alimentaire, les services financiers, l'éducation et la culture, les transports, l'environnement, l'énergie et les ressources naturelles, les télécommu-



Infographie La Presse

nications et les technologies de l'information et enfin la construction.

M. Chrétien est accompagné de neuf premiers ministres comme lors du voyage en Chine de Mission Canada en 1994, sa première tournée asiatique. À la différence cette fois-ci que la province orpheline est l'Île-du-Prince-Édouard, le premier ministre Pat Binns venant tout juste d'accéder au pouvoir. M. Parizeau avait refusé de participer à la mission de 1994, pour des raisons politiques.

Contrairement aux missions précédentes, tous les membres de Mission Canada voyagent à bord du même appareil. Les dirigeants de compagnies s'envoleront donc aux côtés de M. Chrétien et de neuf premiers ministres provinciaux, des adjoints de ceux-ci, d'une vingtaine d'étudiants et de

jeunes entrepreneurs ainsi que des journalistes sur un Boeing 747 affrété auprès des Lignes aériennes Canadiennes Internationales. Ce contrat aidera sans doute la société aérienne à renflouer ses coffres plutôt dérangés.

Le gouvernement fédéral ramasse la note de chaque premier ministre provincial, leur femme et deux assistants en plus de payer pour ses propres représentants. Les compagnies participantes devront quant à elles défrayer leurs coûts de participation à la mission.

Lucien Bouchard, qui visite l'Asie pour la première fois à titre de premier ministre du Québec, se retrouve à la tête d'une délégation officielle de dix personnes. Elle comprend sa femme, Mme Audrey Best Bouchard, ainsi que son conseiller politique aux affaires internationales, M. Jean-François Lisée

et M. Harold Mailhot, directeur général Amériques et Asie-Pacifique au ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie.

« J'entends promouvoir le savoir-faire québécois et appuyer les entreprises du Québec dans leur recherches de partenariats et de nouveaux marchés », déclarait le premier ministre avant Noël, semblant réellement déterminé à porter un chapeau de vendeur au cours de cette mission asiatique et à laisser dans le placard son discours souverainiste.

M. Bouchard ne sera pas le seul élu du Québec puisque le maire de Laval Gilles Vaillancourt est du groupe, en tant qu'invité de Montréal Internationale. L'organisme sera lui-même représenté par MM.

Voir MISSION CANADA en C 2

ECONO-FLASHES



SNC-Lavalin : important contrat

■ SNC-Lavalin a décroché un important contrat de gestion de projet et de gestion des travaux pour une partie du projet minier de Voisey's Bay, au Labrador, où l'on fera l'extraction de nickel, de cuivre et de cobalt. Même si SNC-Lavalin refuse de dévoiler les détails de l'entente, la directrice des relations publiques, Suzanne Lalande, a déclaré qu'il s'agissait d'un contrat de plusieurs dizaines de millions qui s'étendra sur plusieurs années. Il s'agit d'un projet de service, et non d'un projet clé en main. SNC-Lavalin sera chargé de l'ingénierie, de l'approvisionnement, de la gestion des travaux de construction ainsi que de la gestion du projet en ce qui concerne les installations reliées à la mine ainsi qu'au concentrateur. Les travaux devraient se mettre en branle prochainement. Selon Mme Lalande, la Voisey's Bay Nickel, filiale d'Inco, a préféré SNC-Lavalin à plusieurs firmes américaines d'envergure. SNC-Lavalin indique que le projet de Voisey's Bay permettra de donner un nouvel élan à sa division terre-neuvienne, BAE-Newplan Group, et lui permettra d'accroître son personnel.

Lockheed Martin : contrat

■ Lockheed Martin Canada, qui a son siège social à Montréal, s'est vu octroyer un mandat de plusieurs millions par le gouvernement du Québec pour livrer un dispositif d'entraînement au vol de niveau 6 destiné aux hélicoptères bombardiers d'eau CL-415. Le dispositif d'entraînement au vol des CL-415 offrira un entraînement aux pilotes basé sur des procédures régulières et d'urgence, incluant l'exploitation des fonctions de bombardier, permettant ainsi au gouvernement du Québec d'améliorer ses compétences de pilotage à moindre coût tout en obtenant la capacité de simuler des missions. Lockheed Martin se voit donc confier l'ensemble du développement systématique logiciel et matériel, de l'intégration des systèmes, de la conception de la structure, de l'assemblage et de la certification auprès de Transports Canada. Lockheed Martin Tactical Defense Systems, unité des systèmes tactiques militaires de Lockheed Martin située à Akron, aux États-Unis, agira à titre de maître d'oeuvre.

Acquisition de Maxx

■ Le fabricant d'équipements de salle de bains Maax, de Sainte-Marie-de-Beauce, a fait l'acquisition de la compagnie américaine Bremen Glas, qui possède des usines en Indiana et en Iowa. La transaction de 5,63 millions US doit permettre à Maax de desservir la région du Midwest en réduisant ses coûts de transport. La clientèle actuelle de Bremen Glas inclut des grossistes en plomberie, des grandes surfaces de quincaillerie et des fabricants de maisons usinées.

Précision : DiagnoCure

■ Une erreur s'est glissée à propos de DiagnoCure dans un article sur les émissions d'actions REA qui a été publié vendredi, le cinq janvier dernier. Il aurait fallu lire que le cours combiné de l'action et d'un bon de souscription de DiagnoCure s'établit ces jours-ci à un niveau comparable à leur prix d'émission en novembre, soit quatre dollars.

Débentures de Provigo

■ Provigo a procédé au rachat de 50 millions \$ de débentures, série 1987, 9,8 %, échéant hier. Tel que prévu, la compagnie a affecté le produit net de l'émission de 125 millions de débentures, série 1996, 8,70 %, réalisée en mai 1996 et échéant le 23 mai 2006, au remboursement des débentures, série 1987.

Fusion Dakota Mining et USMX

■ Dakota Mining et USMX ont conclu un accord de principe sur la fusion des deux compagnies. Selon cet accord, les actionnaires d'USMX recevront une action ordinaire de Dakota pour chaque 1,1 action ordinaire d'USMX. De plus, USMX deviendra une filiale à part entière de Dakota. Cette association est sujette à la conclusion du financement de Dakota, à l'approbation de la Bourse de Toronto, à celle des actionnaires et des créanciers et à la conclusion d'un accord de fusion définitif. Pegasus Gold, qui détient environ 30 % des actions ordinaires en circulation d'USMX, a accepté en principe de soutenir la transaction.

Draxis Health : distribution

■ Draxis Health, société pharmaceutique de Toronto, a acquis de Mylan Laboratories, de Morgantown en Virginie occidentale, les droits exclusifs de mise en marché au Canada de la formule de Mylan du paclitaxel, médicament utilisé pour traiter le cancer réfractaire du sein et de l'ovaire. Le paclitaxel est un nouvel agent antitumoral non breveté, appelé *taxol* dans certains écrits scientifiques et médicaux. En 1995, les ventes de paclitaxel au Canada se sont élevées à plus de 13 millions CAN. Bristol Myers-Squibb a précisé qu'en 1995, ses ventes de paclitaxel dans le monde entier ont totalisé 580 millions US.

Demande d'Alliance Pipeline

■ L'Office national de l'énergie a reçu une « demande préliminaire » d'Alliance Pipeline de Calgary pour obtenir l'autorisation de construire et d'exploiter la partie canadienne d'un gazoduc qui s'étendrait sur 3000 kilomètres (1900 milles) du nord-ouest de la Colombie-Britannique jusqu'à Chicago en Illinois. Alliance envisage de solliciter un certificat d'utilité publique de l'Office au milieu de 1997. Alliance espère recevoir toutes les approbations réglementaires durant le premier trimestre de 1998 pour que la construction commence pendant le deuxième trimestre de 1998 et continue en 1999, la date du début d'exploitation étant prévue pour la fin de 1999. Elle estime le coût total du projet à environ 3,6 milliards.

Agra Ltd devient Agra Inc.

■ Agra Industries Limited a officiellement changé sa raison sociale pour Agra Inc. Selon Alex Taylor, président et chef de la direction, « ce changement tient compte du fait qu'Agra n'a plus sa structure de conglomérat et qu'elle met actuellement l'accent sur son secteur international de la technologie, de la construction et de l'ingénierie ». Agra est une société internationale spécialisée en technologie, en environnement, en construction et en ingénierie qui a son siège social au Canada.

Manitoba Telecom à la Bourse

■ Manitoba Telecom Services inscrit aujourd'hui un total de 70 millions d'actions ordinaires, dont 50,79 millions sont représentées par des reçus de versement. Manitoba Telecom Services, qui a son siège social à Winnipeg, est le seul fournisseur de services complets de télécommunications au Manitoba offrant des services locaux et d'internets, ainsi que des services sans fil, d'annuaires et de multimedia en direct.

Croissance soutenue de Canadian Tire

■ Canadian Tire semble être immunisé contre la morosité qui frappe le secteur de la vente au détail au Canada. Pendant que ses concurrents se plaignent de la faible consommation intérieure, Canadian Tire, qui fête cette année ses 75 ans, parle d'accroître ses profits grâce à l'ouverture de 34 nouveaux magasins ainsi que la rénovation de plusieurs autres. Déjà, les magasins qui ont élargi leurs allées et accru l'éventail de leurs marchandises ont vu leurs ventes croître de 45 à 50 pour cent, selon ce qu'a déclaré hier le président et chef de la direction de l'entreprise, Stephen Bachand. « Leurs ventes se sont aussi maintenues à ce niveau », a ajouté M. Bachand, lors d'une conférence de presse visant à présenter les promotions qui marqueront le 75^e anniversaire de Canadian Tire. Parmi celles-ci, l'entreprise annonce une nouvelle génération de son « argent » Canadian Tire, sur lequel on imprimera le logo du 75^e anniversaire, ainsi qu'un timbre commémoratif qui sera émis au mois de mars par la Société canadienne des postes. Au total, le plan de modernisation de Canadian Tire nécessitera un investissement de 1 milliard \$ et touchera 250 des 430 magasins que l'entreprise compte au pays. Dans la majorité des cas, il s'agira de rénovations apportées à des magasins existants. Le détaillant en quincaillerie et pièces automobiles espère atteindre le plateau des 100 magasins rénovés avant la fin de la présente année, mais M. Bachand admet que le plan de modernisation et d'expansion ne se déroule pas aussi rapidement que prévu.

Martineau Provencher dans le giron de la société AON

LISA BINSSE

La société-conseil québécoise Martineau Provencher vient de passer dans le giron de la société américaine AON Consulting, une filiale de la multinationale AON Corp., de Chicago, un important conglomérat financier qui se spécialise dans l'assurance, le courtage d'assurance et la consultation.

« On devient leur porte d'entrée au Canada et au Québec, a déclaré hier M. Jacques Martineau, associé principal chez Martineau Provencher, après en avoir informé les 130 employés. Cette chance nous met le vent dans les voiles. AON est un joueur important dans l'industrie. » Martineau Provencher se spécialise

lise dans l'actuariat, les avantages sociaux, la rémunération et la sécurité et la santé du travail.

M. Martineau, qui a refusé de dévoiler les détails de la transaction, a assuré qu'il n'y aura pas de perte d'emplois. Au contraire. Tous deviendront des employés de la nouvelle division canadienne d'AON au plan de la consultation. Il anticipe des retombées importantes au chapitre de la clientèle et une croissance intéressante en 1997. Déjà les deux firmes travaillent sur des dossiers conjoints.

Le nom de Martineau Provencher demeure, tout comme celui de sa filiale MP Cogesis, et la direction actuelle reste en place. La com-

pagne, dont le chiffre d'affaires est d'environ 19 à 20 millions de dollars, a des bureaux à Québec, Montréal et Toronto.

AON, qui emploie 14 000 personnes à l'échelle de la planète, décidait à la fin de 1995 de recentrer ses activités et s'est départie de ses compagnies d'assurance-vie. Le produit de ces ventes a été réinvesti dans la consultation et le courtage. En décembre dernier, l'entreprise a acquis la firme de courtage Alexander & Alexander, de New York, devenant du même coup le leader mondial du courtage.

AON a enregistré un bénéfice net de 289 millions de dollars US après les neuf premiers mois de 1996.

Mission Canada 1997: cap sur la PME

MISSION CANADA / Suite de la page C 1

Francis Fox et Jacques Girard. Le maire de Montréal Pierre Bourque a annulé sa visite en Asie, préférant être à Montréal quand le rapport d'enquête du directeur général des élections concernant le financement de son parti sera rendu public.

Cent dix-sept entreprises québécoises représentées par 135 personnes se lancent à l'assaut de l'Asie, soit le tiers des participants à cette mission.

Seule l'Ontario possède une délégation plus importante que celle du Québec avec 168 membres. C'est la première mission commerciale dirigée par M. Chrétien où chaque province est représentée par au moins une compagnie.

Les joueurs de Mission Canada 97 ne sont pas du calibre de ceux qu'on retrouvait dans l'équipe de 94. Ainsi, les Guy Saint-Pierre (SNC-Lavalin), Jean Monty (Nortel) et Laurent Beaudoin (Bombardier) ont cédé leur gilet à des collègues. À titre d'exemple, Nortel a délégué Peter Washburn, vice-président, Affaires gouvernementales. Téléglobe envoie un directeur régional aux Philippines, un gestionnaire de comptes en Thaïlande, tandis qu'un conseiller du président Charles Sirois, M. Marcel Desjardins, se rendra en Corée.

« Peut-être que les grands patrons ne sont pas là, mais les représentants de l'entreprise seront là, les gens responsables pour le marché même... le fait que le vice-président qui est responsable pour la Corée est là, ça va donner un certain impact », tentait d'expliquer un fonctionnaire du gouvernement fédéral lors d'une récente séance d'information. Environ six entreprises sur dix répètent leur participation au sein de l'équipe de M. Chrétien, en Chine ou en Inde, ce qui est interprété comme un « vote de confiance ».

Le Boeing transportera malgré tout quelques présidents. Parmi les pdg québécois, mentionnons MM. André Caillé (Hydro-Québec), Dave Caplan (Pratt & Whitney) et Jean-Claude Scaire (Caisse de dépôt et placement du Québec).

L'horaire officiel annonce une visite bien remplie. Au menu, des cérémonies de dépôt de gerbes, de nombreux entretiens avec les membres du gouvernement et autres politiciens des pays visités, des grands dîners mais aussi des signatures d'accords bilatéraux et de contrats. Les secteurs des télécommunications et ceux reliés à la construction d'infrastructures, comme les

transports et l'énergie, devraient s'enrichir lors de cette visite asiatique.

En Corée du Sud, l'industrie nucléaire sablera le champagne puisque la signature d'un accord dans le domaine nucléaire est déjà annoncée. Cette entente viserait une meilleure coopération entre les deux pays concernant la vente d'équipement relié à l'électricité nucléaire sur les marchés tiers. Amateurs de la technologie CANDU, les Coréens sont déjà des sous-traitants lorsque le Canada vend à la Chine. Le Canada veut solidifier cette relation. Reste à savoir si le vaste mouvement social qui s'est abattu sur la Corée, alors que des milliers de personnes réclament l'abrogation d'une nouvelle loi sur le travail qui facilite le licenciement, viendra brouiller les cartes.

Somme toute, un horaire fort chargé qui laisse peu de place au tourisme pour la troupe de M. Chrétien. Une visite du grand palais et du temple du Bouddha émeraude est toutefois prévue en Thaïlande.

Il est clair que les marchés visités en janvier 1997 n'offrent pas le potentiel de la Chine, qui pourrait devenir d'ici 2010 la première puissance économique mondiale. Les organisateurs de Mission Canada 1997 ont déjà prévenu que l'équipe ne marquerait pas autant de points qu'en 1994 et qu'on pouvait d'ores et déjà s'attendre à un compte final en deçà des 65 ententes commerciales d'une valeur de 8,6 milliards annoncées lors de la première mission de M. Chrétien. La barre est maintenant fixée à la marque des deux milliards de dollars.

Ces objectifs modestes reflètent sans doute le fait qu'un plus grand nombre de PME participent à la mission. Mais cette modération pourrait aussi refléter le ralentissement des économies asiatiques qui survient après des décennies de croissance endiablée. Les pays tigris qui devaient suivre les traces du Japon feulent moins fort.

Le magazine américain *Business Week*, dans une récente livraison, titrait : « Time for a reality check in Asia ». L'article faisait notamment état des problèmes de compétitivité de la Corée du Sud — il est devenu plus cher de faire des affaires à Séoul qu'à New York —, de ceux de productivité aux Philippines et de la crise de la main-d'oeuvre en Thaïlande. Et c'est sans parler de la corruption et de l'instabilité du système politique du royaume qui entravent la construction des infrastructures.

Voir autre texte ci-dessous.

Des retombées importantes pour le Québec en Asie

VALÉRIE BEAUREGARD

Les 35 entreprises du Québec ne reviendront pas les mains vides de leur voyage en Asie avec Mission Canada. Des contrats font l'objet de négociations et devraient aboutir sur des accords de principe au moment du passage de Mission Canada.

Parmi les sociétés participant à ce périple et susceptibles d'obtenir des contrats ou de conclure des ententes avec des retombées positives pour le Québec, mentionnons:

Alex Informatique: Partenaire du géant Samsung Electronics, la florissante compagnie québécoise a déjà été sélectionnée pour équiper 100 écoles coréennes de laboratoires multimédias pour l'apprentissage de langues. Alex fournit le serveur média Libra et le système de stockage pour ces laboratoires, un contrat de 2,5 millions de dollars qui fera l'objet d'une signature officielle à Séoul. La compagnie de Lachine aimerait participer davantage au projet d'implantation national du multimédia dans les écoles de Corée, dans lequel le gouvernement de la Corée a déjà engagé près d'un milliard de dollars. Ses revenus potentiels liés à la phase

deux du projet scolaire sont évalués à 10 millions.

Caisse de dépôt et placement du Québec: Quatre objectifs ont été établis: (1) se familiariser avec les marchés de la Thaïlande et des Philippines. La Caisse vient d'investir 20 millions US dans le Asia Pacific Growth Fund, un fonds de capital-risque actif dans ces deux pays; (2) rencontrer les dirigeants de la Banque asiatique de développement à Manille, au profil semblable au sien; (3) promouvoir les intérêts d'Infradev, dans laquelle la filiale Capital International CPDQ a investi aux côtés de la Banque Royale et de la Financière Manuvie. Infradev apporte du soutien financier aux entreprises québécoises de taille modeste désirant participer à des projets d'infrastructure à l'étranger et (4) appuyer les entreprises québécoises dans leurs stratégies d'exportation.

Dessau: Ces ingénieurs lavallois inaugureront leur bureau philippin au cours de la mission. Des négociations sont en cours relativement à un contrat de gestion de ponts en Thaïlande.

GEC Alstom Énergies: La destination la plus intéressante pour

l'entreprise de Tracy est la Corée, à cause de l'appétit de ce pays pour la technologie CANDU. Les Coréens sont déjà propriétaires de deux réacteurs nucléaires canadiens, dont les calendriers sont signés GEC Alstom. « Apparemment le temps est propice pour d'autres », a indiqué M. Richard St-Laurent, directeur des ressources humaines et des communications.

Lanser Wireless: Entreprise établie à Westmount qui produit des systèmes de transmission de données sans fil. Elle a établi des contacts avec la plus grande entreprise de télécommunications des Philippines et elle espère y lancer son service officiellement.

Nortel: Des négociations ayant cours actuellement en Thaïlande pourraient déboucher sur une annonce lors de la visite de Mission Canada.

Ville de Laval: Le maire Gilles Vaillancourt n'ira pas vendre le Cosmodôme aux Asiatiques mais bouclera une alliance entre Laval Technopole et l'organisme similaire à Manille voué au développement économique. Laval deviendrait en quelque sorte la porte d'entrée des entrepreneurs de Manille sur le Québec.

ARGENT DISPONIBLE

- Problèmes de liquidités?
- Prêts commerciaux à court terme seulement
- Confidentialité

Finance Rapide Cie Ltée
342-4488

Défi santé :
notre
responsabilité
à tous !^{MC} avec
PARTICIPATION MD

700 Affaires

705 FINANCEMENT 1ère et 2e HYPOTHÈQUE résidentielle et commerciale financement commercial Patrick Mullins, B.Sc., C.R.I. 766-8889 ou 1-800-383-0327	710 OCCASIONS D'AFFAIRES Une première au Québec Machines distributrices pour produits mondialement connus. Profits garantis à 100%. Programme clé en main. Emplacements fournis. Aucun coût d'opération, des profits seulement. Compagnie bien en vue. Contrat de protection sur votre investissement. 16 850 \$ inf. 514-633-2208	710 OCCASIONS D'AFFAIRES IMPRIMERIE située à Brossard cherche à s'adjointre un département d'intégration philie bien équipé. 444-8525	800 Avis AVIS LÉGAUX, APPELS D'OFFRES A MICHEL SHANOFFIAN Soyez avisé qu'une demande en recouvrement de loyer concernant le logement situé au 10765 Laverdure a été intimée contre vous à la régie du logement au 5199 Sherbrooke est ch. 2220. L'audition de cette demande aura lieu le 27 janv. à 10 h. à ce bureau.
---	--	--	--

712 ASSOCIÉS DEMANDÉS
ASSOCIÉ(E)-INVESTISSEUR
pour administrer commerces à
Repentigny, domaine de la
télécommunication. Haut po-
tential de rev. Contactez
Sally, (514) 945-5811

Bombardier, chouchou d'Ottawa?

Si j'en juge d'après les appels qui m'attendaient dans ma boîte vocale hier matin, la période des Fêtes ne vous a manifestement pas empêchés de vous intéresser à l'actualité économique et financière.

Entre autres sujets, je retiens l'intervention fort pertinente de M. Gauvin, qui a remarqué l'insistance de certains médias anglophones à rappeler à tout propos la « générosité » du gouvernement fédéral à l'égard de la société Bombardier. « On n'arrête pas de nous rebattre les oreilles de cette subvention de 87 millions à Bombardier », dit notre correspondant, « mais les mêmes journaux anglophones ne disent jamais combien l'ensemble des Canadiens, Québécois y compris, ont payé pour la débâcle de deux banques de l'Ouest, il y a quelques années; il me semble que c'était beaucoup plus que cela »...

En effet, il n'y a pas de comparaison entre les deux dossiers.

Bombardier, comme des centaines d'autres entreprises, grandes et petites, a reçu, et recevra encore, des subventions pour toutes sortes de raisons: programmes de recherche et de développement, création d'emplois, développement régional, projets spécifiques.

Il est un préjugé largement répandu, au Canada anglais, voulant que les entreprises québécoises sont scandaleusement chouchoutées par Ottawa. Rien ne permet d'étayer cette hypothèse. De façon générale, année après année, la répartition des subventions fédérales aux entreprises respecte grosso modo la taille de chaque province. L'an dernier, sur les 2,9 milliards de subventions fédérales, les entreprises québécoises ont reçu quelque 700 millions. Ces subventions font d'ailleurs l'objet d'énormes compressions: de 3,7 milliards il y a deux ans, elles passeront à 1,5 milliard dans deux ans. Ces

chiffres comprennent les subventions agricoles, qui ont surtout profité, et de loin, aux provinces de l'Ouest.

Les columnists de Toronto ont sorti l'artillerie lourde lorsque Ottawa a annoncé, cet automne, l'octroi d'un prêt sans intérêt de 87 millions à Bombardier. Diane Francis, l'incendiaire éditrice du *Financial Post*, a parlé de « crime contre les contribuables », rien de moins. Un peu plus et elle réclamait l'emprisonnement de Laurent Beaudoin! Depuis trois mois, l'affaire refait régulièrement surface dans les médias anglais, comme si seule Bombardier profitait de la manne fédérale!

Ce prêt ne fait pas partie des subventions dont nous venons de parler, mais s'inscrit plutôt dans le cadre d'interventions ponctuelles du gouvernement, lorsqu'il juge que les circonstances l'exigent. Comme, par exemple, les 350 millions engloutis dans le sauvetage de Canadian International, une compagnie de Calgary, ou la prise en charge des coûts de la faillite de la Northland Bank et de la Canadian Commercial Bank, dont vous parlez, M. Gauvin.

Ces deux banques albertaines ont commis, au début des années 80, l'erreur d'investir massivement les épargnes de leurs déposants dans un secteur aussi volatil que le pétrole. Lorsque les prix ont dégringolé, en 1985, les deux banques ont dû fermer leurs portes. Les épargnants étaient, certes, protégés par la Société d'assurance-dépôts, mais cette protection est soumise à un plafond de 60 000 \$. Afin de préserver l'intégrité du système bancaire canadien, le gouvernement conserva-



Claude
PICHER

nence des interventions fédérales dans ces dossiers; mais ce qui est certain, c'est que le Canada anglais, l'Ouest en particulier, est singulièrement mal placé pour s'en prendre à Bombardier...

teur de l'époque a décidé d'indemniser intégralement tous les épargnants. L'opération a coûté quelque deux milliards. Ce n'est pas tout: toujours dans la même veine, il y a deux ans, l'assurance-dépôts a englouti un demi-milliard dans l'affaire de la faillite du Central Guaranty Trust, une institution ontarienne.

On pourrait épiloguer longtemps sur la pertinence des interventions fédérales dans ces dossiers; mais ce qui est certain, c'est que le Canada anglais, l'Ouest en particulier, est singulièrement mal placé pour s'en prendre à Bombardier...

dire les dettes des gouvernements, des entreprises et des particuliers, y compris les hypothèques. Autrement dit, c'est parce qu'il n'a pas eu d'autre choix que le Canada a dû se tourner vers des créanciers étrangers. Avec la rapide amélioration des finances publiques, fédérales surtout, la situation est en train de changer.

Des citrons et des citrons

En fin d'année, sans prétention et de façon très subjective, j'ai distribué quelques prix orange et citron pour ce que je considérais les bons et les mauvais coups de l'année. Plusieurs d'entre vous avez d'autres suggestions. La dizaine d'appels que j'ai reçu à ce sujet vont tous dans le même sens: vous êtes très forts pour les citrons, mais pas un seul d'entre vous n'avez de prix orange à attribuer. Voici quand même un choix de suggestions de prix citron:

De M. Girard: Au premier ministre Lucien Bouchard, pour avoir tenté de cacher ce qui s'était dit en privé entre lui et les gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre au sujet de l'avenir politique du Québec. Peut-être vous souvenez-vous, en effet, de cette célèbre conférence de presse où M. Bouchard a nié à plusieurs reprises qu'on y avait parlé de souveraineté.

De M. Bergeron: À la Ville de Montréal, qui vient d'accorder encore des augmentations de salaire à ses employés, qui profitent pourtant de conditions déjà très avantageuses par rapport aux autres travailleurs, y compris ceux du secteur public et parapublic.

De Mme Champagne: À Hydro-Québec, pour l'affaire du colloque japonais (où des cadres, accompagnés de leurs conjoints, sont allés participer à grands frais à un colloque d'utilité douteuse).

Vers une baisse du taux de chômage

Presse Canadienne
TORONTO

Selon un économiste de la Banque CIBC, le taux élevé de chômage au Canada devrait reculer d'un plein point de pourcentage, pour s'établir à 9 pour cent d'ici la fin de 1997.

Dans le périodique *Commentaires* de la CIBC, Joshua Mendelsohn dit s'attendre à ce que soient créés 350 000 emplois dans le secteur privé, une hausse marquée par rapport aux 225 000 comptabilisés pour l'année écoulée.

Grâce surtout au recul des taux d'intérêt, les dépenses de consommation sont stimulées et permettront une « accélération du taux de croissance économique ». Le taux de croissance devrait être de 3 pour cent cette année, soit deux fois ce

qu'il a été en 1996. Le taux de chômage est à 10 pour cent et semble inamovible depuis mai 1996. Vendredi, Statistique Canada annoncera les chiffres du chômage pour décembre.

D'après M. Mendelsohn, il y aura de nouveaux emplois dans le secteur de la construction surtout, ainsi que dans ceux des transports, des communications, des services, de l'assurance et de l'immobilier.

De plus l'an dernier, en tenant compte des postes abolis dans le secteur public, on ne comptait en somme que 155 000 emplois nouveaux, ce qui représente quand même trois fois le nombre compilé pour 1995.

L'amélioration tient beaucoup au fait que les gouvernements abolissent moins de postes, soit 46 000 en 1996 contre 106 000 en 1995.

Selon l'économiste de la CIBC, les pouvoirs publics en Ontario et au Québec devraient continuer à réduire leurs listes de salariés en 1997.

Ce ne sera pas le cas ailleurs et, d'après l'économiste, l'Alberta et le gouvernement fédéral pourraient même recommencer à embaucher. Par contre, si la CIBC prévoit un taux de chômage ramené à 9 % à la fin de 1997, la moyenne sur toute l'année serait de 9,4 %.

Gates : encore 10 ans à la tête de Microsoft

Agence France-Presse
NEW YORK

L'Américain Bill Gates, l'homme d'affaires le plus riche du monde avec une fortune estimée à 23,9 milliards de dollars, veut continuer à diriger sa firme de logiciels Microsoft pendant encore 10 ans, avant de se consacrer à la philanthropie, rapportait hier *Time Magazine*.

Les taux d'intérêt au niveau plancher ?

MIVILLE TREMBLAY

Vers la fin de la semaine, on devrait avoir une meilleure idée de la direction que prendront les taux hypothécaires en ce début d'année. Mais d'ores et déjà des analystes écartent une baisse et envisagent le risque — encore faible — d'une augmentation.

Les taux hypothécaires suivent, avec une majoration de 1 à 2 %, le mouvement général des rendements sur les obligations du gouvernement du Canada, pour des échéances comparables.

Or le marché obligataire a traversé une période tumultueuse depuis un mois, soulevant des questions sur la direction des taux d'intérêt.

« Durant la période des Fêtes, les marchés sont très minces et réagissent fortement à n'importe quoi; il faut attendre » pour se faire une idée, affirme Mme Elisabeth Bigsby, première vice-présidente, prêts hypothécaires résidentiels, à la Banque Royale.

Comme toujours, c'est aux États-Unis que se décide le niveau général des taux d'intérêt. Là-bas, un débat oppose deux écoles de

pensée: d'une part les analystes qui croient que le taux de chômage est trop bas et qu'une croissance vigoureuse accroît le risque d'inflation, un mal qui mine la valeur des obligations; d'autre part, ceux qui affirment que les gains de productivité sont tels que la croissance peut se poursuivre sans être coincée par des goulots d'étranglement qui raviveraient l'inflation.

Ce débat n'est jamais tranché et chaque camp tire des munitions des statistiques économiques qui sont publiées. À ce sujet, on attend anxieusement l'indice des prix à la production, jeudi, et la création d'emploi et le taux de chômage, vendredi.

« Je doute qu'il y ait une baisse des taux », affirme Mme Bigsby. L'alternative est: les taux sont au niveau approprié ou il faut les hausser.

Les écarts entre les obligations du Canada et les taux hypothécaires sont un peu minces, surtout entre un et trois ans, observe M. François Dupuis, économiste principal au Mouvement Desjardins.

« Il faut être réaliste: on a atteint le plancher » des taux hypo-

thécaires. M. Dupuis ne pense pas que les taux augmenteront prochainement, mais le risque est bel et bien présent.

D'habitude, les institutions financières répugnent à changer les taux durant la campagne des REER, quoiqu'elles aient dû s'y résoudre au début de février, l'an dernier.

Les personnes qui renouvellent leur hypothèque doivent faire diligence. Cependant, celles qui comptent acheter des certificats de placement garantis pour leur REER peuvent attendre à la dernière minute pour profiter d'une éventuelle hausse.

Rappelons que les consommateurs doivent toujours négocier leur taux hypothécaire, qui peut être abaissé de 50 à 75 points de base (100 points de base égalent 1 %) pour des échéances de trois à cinq ans, et de 25 à 50 points de base pour l'échéance d'un an.

Les clients qui traitent beaucoup d'affaires avec une banque ou une caisse populaire ont généralement un plus grand pouvoir de négociation, surtout s'ils sont prêts à déménager toutes leurs affaires chez une institution concurrente.

DATES D'ASSEMBLÉE

Données fournies par la société émettrice par l'entremise de LA CAISSE CANADIENNE DE DÉPÔT DE VALEURS LTÉE
* Modifications aux renseignements déjà publiés.
A = annuelle; S = spéciale; G = générales;
X = supplémentaire; E = extraordinaire.

Nation sociale	Date	Date	Type
inscr.	inscr.	d'ins.	d'ins.
Arbor Memorial Services Inc.	20 jan.	28 fév.	A
Aquatera Mineral Development	27 jan.	4 mars	AG
Architel Systems Corporation	4 fév.	19 mars	AS
Beaufield Cons. Resources Inc.	16 jan.	26 fév.	AG
Biotechnia Env. Tech. Corp.	24 jan.	28 fév.	AG
Canacal Cellular Comm. Inc.	17 jan.	28 fév.	AG
Cia-Nergy Phy-Fol Canada Inc.	17 jan.	21 fév.	A
Emeaid Isse Resources Inc.	4 déc.	13 jan.	AG
ETC Transaction Corporation	13 déc.	7 fév.	AS
First Australia Prime Income	17 jan.	6 mars	A
Great Lakes Minerals Inc.	10 déc.	29 jan.	S
GST Telecommunications Inc.	24 jan.	4 mars	AG
Hurley River Gold Corp.	5 jan.	12 fév.	GE
I.T.C. Microcomponents Inc.	14 jan.	18 fév.	E
International Acquisition Sys.	22 jan.	28 fév.	AG
Keylock Resources Inc.	20 jan.	24 fév.	AGS
Legacy Storage Systems	14 jan.	18 fév.	S
Montello Resources	27 nov.	24 jan.	AG
Newbridge International Inc.	21 jan.	21 fév.	AG
Nu-Sky Energy Inc.	16 jan.	20 fév.	AG
Pain Optional Capital	13 jan.	17 fév.	AS
Ramapo Resources Inc.	23 jan.	4 mars	A
Resources Palmer Inc.	21 jan.	28 fév.	AG
Ridol Resources Ltd.	21 jan.	28 fév.	A
Roseland Resources Ltd.	20 jan.	26 fév.	AG
Star Choice Communications Inc.	20 jan.	27 fév.	A
Starbridge Venture Capital Inc.	16 jan.	21 fév.	AG
Starz Resources Corp.	16 jan.	21 fév.	E
Trillium Growth Capital	13 jan.	17 fév.	AG
Ventra Group Inc.	15 jan.	28 fév.	AG
Xamas Resources Inc.	15 jan.	25 fév.	A

248865-2

LA BANQUE DE NOUVELLE-ÉCOSSE

AVIS DE CONVOCATION À LA 165^e ASSEMBLÉE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES

AVIS EST DONNÉ PAR LES PRÉSENTES que l'assemblée annuelle des actionnaires de La Banque de Nouvelle-Écosse se tiendra le mardi 28 janvier 1997 à 10 h (heure de l'Atlantique) au World Trade and Convention Centre, Port Royal "A", 1800 Argyle Street, à Halifax (Nouvelle-Écosse).

Par ordre du conseil d'administration

Toronto (Ontario)
le 12 décembre 1996

R. Peter Gerad,
Vice-président principal et secrétaire

Banque Scotia



Association
Canadienne
de l'Ataxie
de Friedreich
FONDATION CLAUDE ST-JEAN

C.P. 3725 SUCCURSALE B
MONTRÉAL, QUÉBEC
H3B 3L7

Avis de dividende

Actions privilégiées de 3^e série



Avis est par les présentes donné qu'un dividende de 0,3375 \$ (taux annuel de 5,4 %) par action sera payé le 1^{er} février 1997 aux détenteurs d'actions privilégiées de troisième série en circulation qui seront inscrits à la fermeture des bureaux le 15 janvier 1997.

Fait le 7 janvier 1997
Le secrétaire
André Bourbonnais

FORMATION SUR LA NORME QS 9000

Vous travaillez à l'implantation de QS 9000 dans votre entreprise et éprouvez des problèmes d'interprétation en vue de l'audit du registraire. Vous êtes consultant, vous aidez les entreprises à implanter QS 9000 et désirez parfaire votre expertise.



Le registraire de la qualité KPMG inc. est accrédité par le Conseil canadien des normes (Canada), le RAB (États-Unis) et le RVA (Europe) - nous avons développé une formation de deux jours afin que les participants soient en mesure d'interpréter toutes les exigences de la norme QS 9000.

Cette formation comprendra la revue des exigences QS 9000, des ateliers et discussions sur l'interprétation ainsi que le point de vue de l'auditeur.

Coût: 1 025 \$ par personne (incluant TPS et TVQ).
Date / Lieu: 16 et 17 janvier 1996 à Montréal.

Pour plus d'information, communiquez avec Chantal Tardif, avant le 14 janvier 1997, au (514) 840-2520 ou au 1-800-862-6752.

KPMG

Avis de dividende

Actions privilégiées de 2^e série

Cimtel
Messagerie
vocale
Systèmes
téléphoniques

Vente / Location
Installation
Service



2443496-M
481-0151
Au même numéro de téléphone depuis 35 ans

Avis de dividende

Actions privilégiées de 2^e série



Avis est par les présentes donné qu'un dividende de 0,50 \$ (taux annuel de 8 %) par action sera payé le 1^{er} février 1997 aux détenteurs d'actions privilégiées de deuxième série en circulation qui seront inscrits à la fermeture des bureaux le 15 janvier 1997.

Fait le 7 janvier 1997
Le secrétaire
André Bourbonnais

Ventes d'autos neuves : embellie en vue en 1997

Presse Canadienne
TORONTO

Après avoir gardé sa vieille voiture pendant de nombreuses années, le consommateur canadien doit finalement se résigner à en acheter une neuve... au grand soulagement des fabricants et concessionnaires qui sortent de plusieurs années difficiles.

Les données rendues publiques hier indiquent que les ventes de voitures et de camions légers neufs ont crû de 3,7 pour cent en 1996. Et les résultats de 1997 s'annoncent encore meilleurs.

« Nous pensons que les mauvaises nouvelles sont finalement derrière nous », a déclaré Dennis DesRosiers, analyste pour l'industrie automobile.

La progression de 1996 demeure modeste, dit-il, mais elle représente tout de même un revirement significatif comparativement aux baisses enregistrées lors de six des sept années précédentes.

Après un sommet de 1,52 million de véhicules vendus en 1988, la tendance était à la baisse depuis le dernier boom économique.

Le déclin des ventes de véhicules neufs avait été mis sur le compte de l'incertitude économique. Le consommateur canadien a gardé sa vieille voiture plus longtemps, ou encore il a préféré en acheter une d'occasion plutôt qu'une neuve.

Selon M. DesRosiers, les Canadiens avaient l'habitude de garder leur voiture pendant trois ou quatre ans avant de la changer pour une neuve. Les statistiques indiquent maintenant qu'ils n'achètent une nouvelle voiture qu'à tous les six ou sept ans.

On compte maintenant plus de

cinq millions de véhicules âgés de plus de 10 ans sur les routes du Canada.

« Le consommateur qui a retardé l'achat d'un véhicule commence à s'en ressentir. Nous nous attendons à ce qu'il revienne sur le marché », a dit M. DesRosiers, qui prédit une augmentation des ventes oscillant entre 3 et 4 pour cent en 1997.

Plusieurs raisons incitent maintenant le consommateur canadien à retourner dans les salles de montre des concessionnaires de voitures neuves. Les bris répétés des vieilles voitures, le coût des réparations ainsi que la hausse des prix des voitures d'occasion — en raison de la forte demande des dernières années — favorisent l'essor du marché des voitures neuves au cours des prochaines années.

M. DesRosiers cite d'autres facteurs, d'ordre économique : la hausse du revenu disponible, les taux d'intérêt extraordinairement bas ainsi qu'un plus grand sentiment de confiance chez les consommateurs.

Un total de 1,18 million de véhicules neufs ont été vendus au pays en 1996, en comparaison de 1,14 million l'année précédente.

Parmi les trois grands fabricants nord-américains, la palme revient à Chrysler, dont les ventes ont crû de 6,4 pour cent. Ford, qui peut se targuer d'avoir fabriqué le modèle le plus populaire au Canada, la camionnette de série-F, a vu ses ventes augmenter de 5,2 pour cent.

General Motors a dû se contenter d'une modeste progression de 1,1 pour cent, ce qui, selon un porte-parole de l'entreprise, s'explique par la grève qui a paralysé ses activités pendant trois semaines.

Les fabricants japonais ont aussi connu une bonne année 1996. Les ventes ont progressé de 8,2 pour cent chez Toyota, de 10,4 pour cent chez Honda, de 0,8 pour cent chez Nissan et de 1 pour cent chez Mazda.

Le baromètre

Statistiques économiques

PRODUCTION

Produit intérieur brut (\$millions 1986)	Oct.	555 395,7	0,3	2,4
Produit industrielle (\$millions 1986)	Oct.	147 399,0	0,1	2,8
Exportations (\$millions)	Oct.	21 124,4	-10,4	9-1,2
Importations (\$millions)	Oct..	19 636,2	-3,3	6,1
Commandes des fabricants (\$millions)	Oct.	33 289,0	-1,1	4,0
Mises en chantier (taux annuel, milliers)	Mai	147,6	-13,8	-8,9
Permis de const. (\$millions -Québec-)	Oct.	494,3	14,4	1,2
Ventes au détail (\$millions -Québec-)	Oct.	4 555,2	8,4	11,5
Ventes d'automobiles (unités -Québec-)	Oct.	14 655	5,9	32,4

REVENUS ET SALAIRES

Gains heb. moyens (\$) (Canada)	Oct.	593,77	0,66	3,16
Gains heb. moyens (\$) (Québec)	Oct.	564,50	1,19	2,28

EMPLOI

Emplois (milliers) - Québec	Nov.	3 193	-0,2	-0,4
Chômeurs (milliers) - Québec	Nov.	461	1,8	15,5
IPC* (1986 = 100)	Déc.	131,6	0,2	0,2
Produits industriels* (1986 = 100)	Nov.	129,0	-0,2	-0,5

FINANCE

Masse monétaire (M1, \$millions)	Nov.	69 641	3,3	17,4
Prêts généraux (\$millions)	Nov.	241 717	0,8	14,0

Données trimestrielles

COMPTES NATIONAUX (en milliards de dollars)

Comptes (en milliards de dollars)	1986	1987	1988	1989
Consommation (\$milliards 1986)	3	89,9	-1,8	1,5
Immobilisations	3	35,9	6,4	8,5
résidentielles	3	9,25	11,28	14,46
non-résidentielles	3	6,83	11,96	-0,48
Gouvernement	3	28,2	5,5	-1,8
Exportations	3	66,3	-3,2	6,2
Importations	3	64,6	-2,0	6,6
PIB	3	161,5	7,0	1,8
Revenus personnels (\$ nominaux)	3	178,6	7,2	3,0
Bénéfices avant impôts (\$ nominaux)	3	16,76	7,72	3,63

BALANCE DES PAIEMENTS (en millions de dollars)

Balance commerciale	2	10,898	-1,7	34,0
Taux de chômage au Canada (%)	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.
Taux de chômage au Québec (%)	N.D.	n.d.	n.d.	n.d.
Taux d'escompte* (hebdomadaire)	96 18 déc.	3,25	3,25	6,06
Balance des invisibles (\$millions)	3	-7 104	-9 198	-7 334
Balance courante (\$millions)	3	1,902	1 026	-5 17
Créances canadiennes, flux net (\$nominaux)	3	-9 420	-10 955	-3188
Compte de capital, flux net (\$nominaux)	3	-7 596	-8 089	-2 440

Source: Statistique Canada CANSIM.

*données non désaisonnalisées

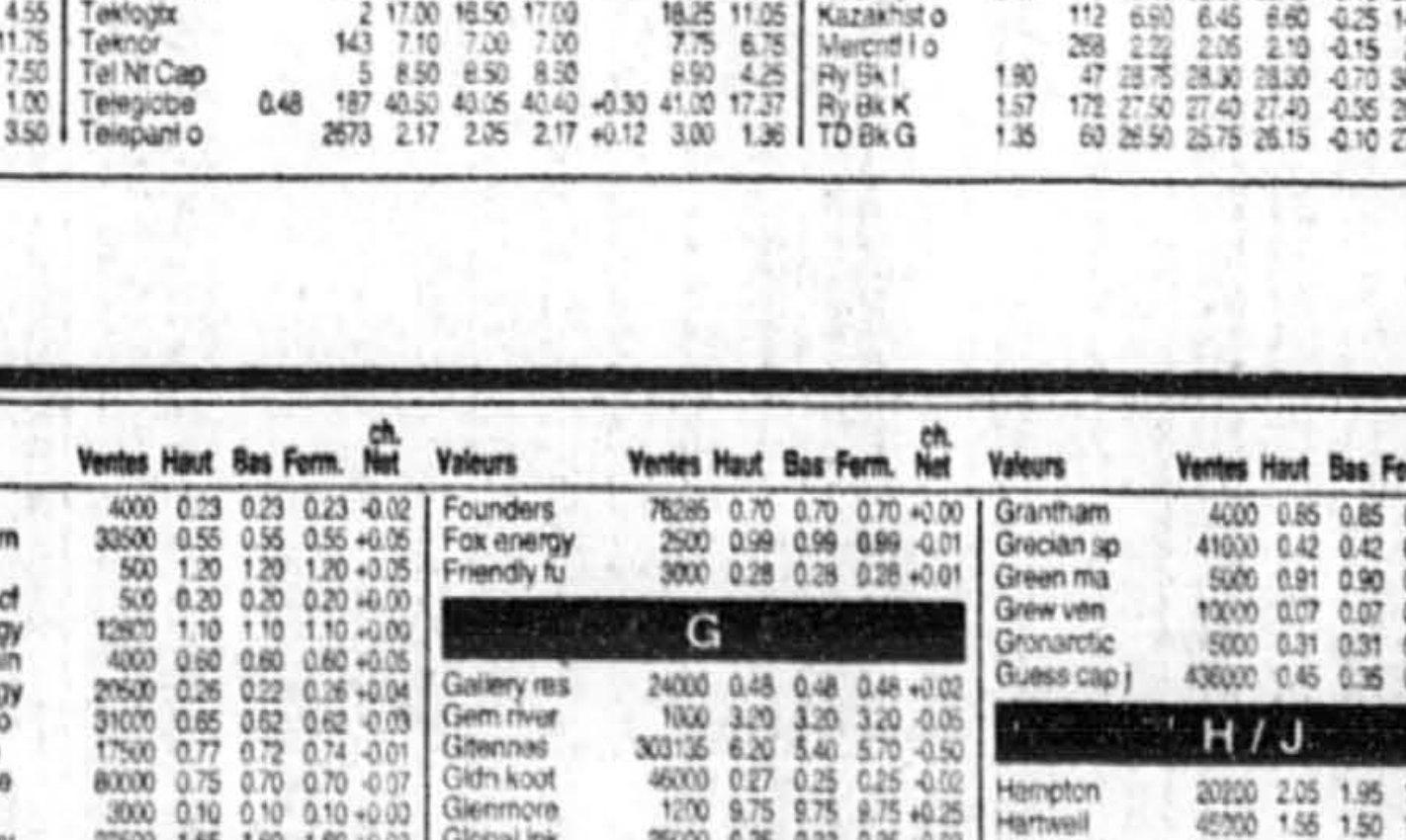
Les dividendes

	Taux	Paiement	Enreg.
American Financial Grp	0.25 trim.	24-01-97	15-01-97
Freight-McMora Copper	0.225(A&B) trim.	01-02-97	15-01-97
Johnson & Johnson	0.19 trim.	11-03-97	16-02-97
Noland Co.	0.10 trim.	01-01-97	13-01-97
Paragon Group	0.465 trim.	23-01-97	13-01-97
Sun Co.	0.26 trim.	10-03-97	10-02-97

Fonds communs de placement

[illegible]

Vendor	ch	ES.com	Vendor	ch	ES.com



Monde

L'EXPRESS
INTERNATIONAL



ISRAËL-PALESTINE

Toujours l'impasse

■ Malgré les efforts renouvelés du médiateur américain Dennis Ross, aucun accord sur le redéploiement israélien d'Hébron n'était en vue hier, et encore moins un sommet entre le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et le président palestinien Yasser Arafat. Ayant rencontré à nouveau Netanyahu, Ross a confié que des « progrès » avaient été faits, mais qu'aucun accord n'était encore intervenu. « Il existe encore une chance pour que l'accord soit signé prochainement. Je ne peux pas dire quand », a ensuite déclaré l'émissaire après une entrevue avec Arafat. Le principal point de blocage : le calendrier du retrait militaire israélien. Netanyahu est prêt à s'engager sur une date concernant Hébron, mais pas sur les trois autres phases qui concernent les zones rurales de Cisjordanie.

d'après AP

PÉROU

« Guerre d'usure » ?

■ Le premier ministre japonais Ryutaro Hashimoto a prédit hier que la prise d'otages à Lima dans la résidence de l'ambassadeur japonais prendrait la forme d'une « guerre d'usure ». « Je suis inquiet quant à une situation inattendue éventuelle », a ajouté le chef du gouvernement devant la presse. Près de trois semaines se sont écoulées depuis la prise de la résidence par un commando du Mouvement révolutionnaire Tupac-Amaru (MRTA) le 17 décembre. Les rebelles n'ont plus libéré d'otages depuis le 1er janvier. Il en reste 74 retenus dans le bâtiment. Le commando dénonce depuis le début les conditions de détention « humiliantes et inhumaines » de plus de 440 camarades en prison au Pérou et dont il réclame la libération. Le gouvernement péruvien refuse toute concession.

d'après AFP

BURUNDI

Embargo violé

■ Les sanctions économiques régionales imposées au Burundi depuis le coup d'État du 25 juillet sont « violées à grande échelle », affirme l'hebdomadaire *The East African* publié hier à Nairobi. « L'essence est disponible, bien que chère, du ciment de Zambie, du sel de Tanzanie, des produits ménagers du Kenya et de la bière du Rwanda sont en vente en quantité », écrit le journal. Selon la même source, certains articles sont acheminés en fraude via le lac Tanganyika, et l'importation d'autres denrées est organisée par des hommes d'affaires qui tirent profit de la situation. La justice allemande enquête entre-temps sur la firme Fahrzeugwerke, à Neubrandenburg, soupçonnée d'exportation illégale d'armes vers le Burundi.

d'après AFP

CENTRAFRIQUE

Appui et critiques

■ Les États-Unis ont approuvé l'opération militaire menée dimanche à Bangui par les troupes françaises contre les mutins hostiles au régime du président Ange-Félix Patassé, a indiqué hier le secrétaire d'État. Mais l'opposition centrafricaine a condamné l'opération, qui s'est soldée par la mort de 10 rebelles et la capture de 36 autres. La coalition d'opposition regroupant quatre partis, dont font partie les anciens présidents André Kolingba et David Dacko, a assimilé cette opération à une nouvelle tentative de colonisation et demandé à la France de s'abstenir de s'ingérer dans les affaires intérieures du pays. Cette dénonciation a été renforcée à Paris par celle du Parti socialiste, dont le premier secrétaire Lionel Jospin a mis en garde le gouvernement contre « le risque pour nos troupes et pour la France d'être entraînées dans un engrenage militaire ».

d'après AFP et AP



PHOTO REUTERS

À Séoul hier, des milliers de grévistes ont envahi la rue, en nombre jamais vu de mémoire récente.

Épreuve de force en Corée du Sud

Une contestation sans précédent depuis plusieurs années

d'après AFP et La Presse
SÉOUL

Des dizaines de milliers de grévistes ont engagé hier en Corée du Sud l'épreuve de force avec le gouvernement, passant outre les menaces d'arrestation de dirigeants syndicaux brandies par les autorités, la grève ayant pris une ampleur sans précédent depuis des années, malgré la pause syndicale décidée pour le Nouvel an.

À Séoul, des affrontements se sont produits entre les forces de l'ordre et des milliers de protestataires qui ont défilé dans les rues en exigeant la démission du président Kim Young-sam.

« Une action en justice est inévitable pour qu'un terme soit mis à cette situation », a annoncé un porte-parole du Parquet, exigeant des dirigeants de la Confédération coréenne des syndicats (KCTU) qu'ils se présentent ce matin pour interrogatoire sous peine d'être arrêtés.

Cette mise en garde n'a pas empêché quelque 204 000 salariés sur 164 sites à travers le pays, selon une évaluation faite par la centrale syndicale, de participer au mouvement de grève générale lancé par la KCTU pour protester contre une loi sur le travail adoptée le 26 décembre.

La police anti-émeute est postée à proximité de la cathédrale Myongdong, dans la capitale, où

sont retranchés les dirigeants de la KCTU, y compris son chef Kwon Young-kil.

La loi, adoptée à la vapeur à l'unanimité des députés du parti présidentiel au petit matin du lendemain de Noël, en l'absence des élus de l'opposition, prévoit notamment faciliter la tâche des employeurs qui veulent licencier des employés et augmenter les heures de travail.

Elle facilite en outre le remplacement des grévistes par des intérimaires et restreint le fonctionnement des syndicats.

Ce mouvement de grève est devenu le plus important dans le pays depuis l'arrivée au pouvoir du président Kim début 1993.

Dans la capitale, 20 000 manifestants ont bruyamment rejeté cette loi. Armés de boucliers et de matraques, les policiers ont lancé un

déluge de grenades lacrymogènes dans un quartier commerçant, les manifestants ignorant un ordre de ne pas défilé en dehors des trottoirs et criant « À bas Kim Young-sam ! ». Des manifestants ont chargé les premiers rangs de la police.

Des manifestations de rues ont eu lieu dans plusieurs autres villes, dont Taejeon, mais plusieurs ont été annulées du fait des importantes chutes de neige.

La KCTU, qui revendique 300 000 membres, a pris la tête de la campagne contre la nouvelle législation qui doit prendre effet le 1er mars. Kwon Yon-kil a invité l'autre centrale, la Fédération coréenne des syndicats (KKTU), à se joindre au mouvement.

Celle-ci, qui revendique plus d'un million de membres, prévoyait lancer un mot d'ordre de grève à compter du 11 janvier. Mais ses dirigeants étaient réunis hier pour discuter de l'éventualité d'avancer ce calendrier.

Kwon est en tête de la liste des sept dirigeants syndicaux à qui le ministère public a demandé de se présenter avant ce matin pour in-



Kim Young-sam

terrogatoire. Il a déjà annoncé qu'il rejetait cette demande.

Le Parquet a prévenu qu'il imposait des sanctions contre des dizaines d'autres dirigeants syndicaux à la demande de leurs entreprises. Celles-ci ont tenu une réunion d'urgence hier et demandé au gouvernement des mesures fortes pour mettre fin à une grève qui estimait-elles, menace l'économie du pays.

La répression annoncée par les autorités a suscité un plongeon à la bourse qui a chuté à un plancher record depuis quatre ans.

Onze vice-ministres se sont réunis hier pour étudier des mesures d'apaisement, comme des compensations financières et des formules protégeant les employés contre des licenciements massifs.

Dans un communiqué publié à Bonn, le chef de la puissante Confédération allemande des syndicats DGB, Dieter Schulte, a pressé le président Kim de « ne pas signer la loi restreignant la liberté syndicale ». Le président du DGB (10 millions d'adhérents) a rappelé que la Corée du Sud a donné son accord à l'OCDE et à l'Organisation internationale du travail (OIT) pour réformer sa législation en tenant en compte de la liberté d'association et du droit à des négociations salariales, après la signature d'accords en ce sens.

200 000 opposants fêtent la Noël orthodoxe à Belgrade

d'après AFP
BELGRADE

Plus de 200 000 sympathisants de l'opposition rassemblés devant la cathédrale Saint-Sava, selon les journalistes sur place, ont assisté hier soir à Belgrade à un office religieux célébré à la veille de la Noël orthodoxe par le patriarche serbe, Mgr Pavle.

Au moment où la foule se rassemblait devant la cathédrale, un engin a explosé sans faire de blessés dans la cour du siège de la Gauche yougoslave (JUL), parti membre de la coalition au pouvoir, que dirige Mira Markovic, épouse du

président Slobodan Milosevic. Quelques vitres ont volé en éclats.

La coalition d'opposition Ensemble a annoncé que ses trois principaux dirigeants, Mme Vesna Pesic, Vuk Draskovic et Zoran Djindjic, ont été invités à assister à l'inauguration du second mandat du président américain Bill Clinton, le 20 janvier.

La même invitation à la Maison-Blanche est arrivée chez l'un des dirigeants des étudiants contestataires, Dusan Vasiljevic. Selon le quotidien *Blic*, elle lui a été transmise par l'ancien premier ministre yougoslave Milan Panic, devenu homme d'affaires aux USA.

Les autorités interdisant les défilés dans la ville, l'opposition a eu l'idée d'associer son rassemblement quotidien à la cérémonie de la Noël orthodoxe pour dissuader la police d'intervenir.

Ses dirigeants ont rappelé au ré-

gime Milosevic que « même du temps de l'occupation turque, les défilés religieux étaient autorisés ».

La police anti-émeutes, intervenue régulièrement ces dernières semaines pour bloquer les marcheurs, ne s'est pas manifestée.

Les partisans de la coalition d'opposition Ensemble se sont d'abord rassemblés place de la République, dans le centre de Belgrade, où les dirigeants de l'opposition ont distribué cinq mille paquets-cadeaux destinés aux enfants des sympathisants.

Conduite par les trois opposants Vesna Pesic, de l'Alliance civique, Vuk Draskovic, du Mouvement serbe de renouveau, et Zoran Djindjic, du Parti démocrate, une première colonne de 100 000 personnes a traversé la ville vers 20 h 30.

Elle a été suivie une heure plus tard d'une autre procession de

même importance. Ce 2e cortège était emmené par une demi-douzaine de prêtres orthodoxes portant une icône de la Vierge, suivis par une vingtaine de jeunes gens brandissant des flambeaux.

Une dizaine de milliers d'étudiants contestataires s'étaient joints à la foule rassemblée devant la cathédrale, piétinant dans la neige et la boue autour d'un grand feu alimenté par des branches de chêne apportées, tels des drapeaux, par des jeunes gens robustes.

Sur un podium monté devant la cathédrale, entouré par une dizaine de prêtres en chasubles rouges, le patriarche Pavle, portant une tiare en forme d'oignon, incrustée de pierres précieuses et d'icônes miniatures, a béni et allumé la branche de chêne qui, dans la tradition orthodoxe, symbolise le bois apporté par les bergers dans l'étable de Bethléem pour réchauffer Jésus.

REPÈRES / États-Unis

Clinton-Gingrich, 2^e round

AFP et AP
WASHINGTON

Le président américain Bill Clinton a indiqué hier qu'il comptait placer son second mandat sous le signe de la coopération avec l'opposition républicaine, dans le droit fil des thèmes centristes de sa campagne électorale.

« Je demande votre aide afin de créer un climat de réconciliation » pour que l'Amérique puisse résoudre ses problèmes, a dit Clinton, revenu dimanche soir à Washington après des vacances dans les Caraïbes, devant des dizaines de personnalités religieuses.

Ce discours donnait le coup d'envoi à deux semaines de cérémonies politiques grâce auxquelles Clinton, démocrate, compte présenter aux Américains son programme pour les quatre années à venir. Le point d'orgue en sera son discours d'investiture, le 20 janvier.

Son porte-parole Michael

McCurry a indiqué que chaque jour, d'ici au 20 janvier, verrait Clinton mettre en exergue un aspect de son programme.

Sur le plan international, a-t-il dit, les priorités de Clinton étaient les efforts de paix au Proche-Orient et en Irlande du nord, l'application des accords de paix en Bosnie, mais « surtout » la construction d'un « nouvel avenir pour l'Europe », une référence au projet de l'OTAN d'inviter dès cette année certains anciens membres du pacte de Varsovie à adhérer à l'Alliance.

McCurry a ajouté que le président lancerait la semaine prochaine « un effort gouvernemental majeur » pour obtenir la ratification par le Sénat de la Convention sur les armes chimiques.

Sur le plan intérieur, il a réaffirmé que le président souhaitait un accord avec les républicains sur un retour à l'équilibre budgétaire « le plus tôt possible », indiquant que Clinton ferait pression pour obtenir du Congrès une réforme du système des partis politiques.

De nombreuses contributions douteuses versées l'an dernier par des intérêts étrangers au Parti démocrate ont mis la Maison-Blanche sur la défensive et amené le Département de la Justice et le Congrès à déclencher des enquêtes. Clinton a notamment été critiqué pour le zèle peu commun dont il a fait preuve pour collecter les fonds nécessaires à sa campagne électorale.

Mais les ennuis que connaît dans ce même domaine de l'éthique son rival républicain Newt Gingrich, le speaker (président) sortant de la Chambre des représentants, constituent pour Clinton une diversion bienvenue.

McCurry a refusé de dire si la Maison-Blanche estimait que Newt Gingrich devrait être réélu à son poste, malgré ces problèmes. « Nous avons des ordres très stricts du président de ne rien dire à ce sujet », a commenté le porte-parole.

De son côté, après des semaines de silence, l'ancien speaker républicain de la Chambre des repré-

sentants Newt Gingrich a pris la parole hier avant de se rendre à Washington, où ses pairs devraient le reconduire aujourd'hui au poste de président.

« Demain, lorsque je prêterai serment, je deviendrai le premier speaker républicain à prêter serment deux fois de suite en 68 ans », a déclaré Gingrich, sûr de sa victoire.

Pourtant, au Capitole, certains voient d'un mauvais œil cette réélection annoncée et plusieurs républicains ont suggéré que Newt Gingrich se mette en réserve du parti pendant quelque temps.

Gingrich a reconnu le mois dernier avoir violé, sans le faire exprès, les règles éthiques de la Chambre et fourni de fausses informations sur une affaire de financement de ses conférences par des contributions de charité. L'enquête sur cette affaire n'est pas close et lui vaut quelques inquiétudes.

Les républicains sont désormais 227 au Congrès, contre 207 démocrates.

Monde

« Plan d'action » de Moscou pour contrer l'OTAN

Clinton et Kohl maintiennent néanmoins le calendrier de l'élargissement

d'après AFP
BRUXELLES

Le président Boris Eltsine a chargé les principaux responsables des questions de défense de « préparer un plan d'action concret en cas d'élargissement de l'OTAN », a annoncé le porte-parole de la présidence russe.

Eltsine a ordonné qu'un tel plan soit élaboré « selon diverses hypothèses » lors d'une réunion d'une heure et demie consacrée au plan d'élargissement de l'OTAN hier au Kremlin, a dit Sergueï Iastrjembski lors d'un point de presse.

Après la réunion, Eltsine, 65 ans, qui a subi il y a deux mois un quintuple pontage coronarien, a annulé ses réunions de travail en raison de ce que le Kremlin a décrit comme un « gros rhume ».

Le président américain Bill Clinton et le chancelier allemand Helmut Kohl réaffirmaient toutefois leur volonté de voir l'élargissement

de l'OTAN à d'anciens satellites de Moscou se dérouler selon le calendrier prévu malgré l'opposition russe.

Le porte-parole américain Michael McCurry a affirmé que les deux hommes avaient eu hier une conversation téléphonique d'une demi-heure essentiellement consacrée à cette question.

L'entretien téléphonique, aménagé à l'initiative de Clinton, est survenu au retour de Moscou du chancelier allemand, qui s'était entretenu de la question avec le président russe Boris Eltsine.

McCurry a admis que le projet

d'élargissement de l'OTAN causait « une grande inquiétude » à Moscou, mais il a aussi estimé que la Russie faisait preuve à ce sujet d'une certaine ambivalence.

Un « plan d'action » de la Russie en riposte à un élargissement de l'OTAN à l'Europe de l'Est « n'a pas de sens » car ce processus va améliorer la sécurité en Europe et non la mettre en péril, a indiqué entre-temps un responsable de l'Alliance à Bruxelles.

Prévoir des « actions militaires » en représailles serait « erroné », de la part de la Russie, a-t-il ajouté sous couvert d'anonymat, en estimant que « le bon sens » va finir

par « prévaloir » à Moscou. « Nous ne sommes qu'au début d'une longue négociation », a-t-il poursuivi, citant les prochaines rencontres entre Eltsine et les présidents français Jacques Chirac et américain Bill Clinton.

Plusieurs rencontres sont prévues entre le secrétaire général de l'OTAN Javier Solana et le ministre russe des Affaires étrangères Evgueni Primakov, la première le 20 janvier à Moscou, a-t-il dit.

Aucun détail n'a été donné sur le « plan d'action » russe. En 1996, certains responsables russes avaient menacé de diriger à nouveau des missiles nucléaires vers des villes occidentales si l'OTAN venait à s'élargir à l'Est.

À l'issue de ses entretiens avec Eltsine, Kohl avait reconnu qu'il y avait « encore des divergences », mais avait aussi prédit qu'une « solution raisonnable » serait trouvée cette année.

Le calendrier de l'élargissement de l'OTAN mis au point par les ministres des Affaires étrangères prévoit la tenue, les 8 et 9 juillet à Madrid, d'un sommet qui choisira les pays d'Europe centrale invités à y adhérer. Les trois pays le plus souvent cités sont la Hongrie, la Pologne et la République tchèque.

Moscou continue de voir dans l'admission au sein de l'OTAN de certains de ses anciens satellites du temps de l'ex-URSS une menace pour sa sécurité.

Le premier ministre Viktor Tchernomyrdine, les ministres des Affaires étrangères Evgueni Primakov et de la Défense Igor Rodionov, les secrétaires des conseils de sécurité Ivan Rybkine et de défense Iouri Batourine, le chef de l'administration présidentielle Anatoli Tchoubais, et le chef des Services de renseignements extérieurs Vatcheslav Troubnikov participaient à la rencontre d'hier avec Eltsine.



Boris Eltsine

Les Anglais à l'orée d'un vote

d'après AFP
LONDRES

Nouvelles affiches, projets d'alliance et scandales de moeurs : le combat politique a repris de plus belle hier en Grande-Bretagne après la trêve de Noël, et promet d'aller crescendo jusqu'aux élections générales prévues au plus tard début mai.

Le premier ministre John Major, qui se traîne dans les sondages après 18 ans de pouvoir, a donné le coup d'envoi dès la fin de la semaine dernière en annonçant une campagne centrée sur « la défense de la famille et de la nation ».



John Major

Dans la préface d'un recueil de discours, Major se fait, en vrac, le défenseur de la famille « contre les incursions de l'État sans visage », de la monarchie, de la police, des paroisses et même du Rotary Club.

C'était tenter le diable et la presse, à scandale. Dimanche, l'hebdomadaire *News of the World* affirmait qu'une que Jerry Hayes, un élu du parti de l'Essex marié et père de deux enfants, avait eu une liaison homosexuelle de 16 mois avec Paul Stone, un de ses assistants.

Pire, les faits remontaient à 1991, quand Stone n'avait que 18 ans, alors que l'âge de consentement était encore de 21 ans.

Le député de 45 ans a fermement démenti les faits, mais le journal publié des lettres qu'il aurait adressées au jeune homme pour lui affirmer « l'aimer de toutes les fibres de son être ». « Je ne peux m'en empêcher quand je te vois si beau et si radieux », aurait écrit l'élue.

À l'annonce du scandale, John Major était « livide », croit savoir le très conservateur *Daily Telegraph*. D'autant que le premier ministre, pour tenter d'améliorer son image, venait d'annoncer sur la BBC qu'il tiendrait désormais régulièrement des conférences de presse, à la manière américaine, et que la première aurait lieu dès aujourd'hui.

Les confidences — sans doute grassement payées — du jeune homme peu averse de détails faisaient hier la une de toute la presse, le jour même où le Parti conservateur lançait une nouvelle campagne d'affichage contre les travaillistes, qui caracolent en tête des sondages.

« Tout finirait dans les larmes », en cas de victoire du Labour, proclame le slogan illustré par une photo noir et blanc où une femme pleure une larme de sang rouge.

L'arrivée des travaillistes au pouvoir signifierait davantage d'impôts, « c'est leur instinct », martelait hier devant les milieux d'affaires John Major, brandissant une nouvelle fois le spectre du chômage social européen.

De son côté, le Labour est sur le point de conclure une alliance avec les libéraux démocrates, la 3^e force politique du pays, sur un projet de réforme constitutionnelle.

Révélee par la presse dominicale, cette alliance serait déjà scellée sur la réforme de la Chambre des lords, la vie du Parlement, la liberté de l'information et l'introduction d'une loi sur les libertés individuelles. Les deux partis négocient encore sur les délicats dossiers d'une réforme du mode de scrutin et de la « dévolution », qui accorderait une certaine autonomie à l'Écosse en la dotant d'un Parlement.



PHOTOS AFP et REUTERS

L'IRA frappe à Belfast

L'Armée républicaine irlandaise a signé hier son 3^e attentat en Ulster (à d.) depuis la rupture de son cessez-le-feu en février, au risque de provoquer des représailles des paramilitaires loyalistes protestants. L'IRA a revendiqué un attentat à la roquette contre la police à Belfast qui a fait deux blessés, poussant la provocation en affirmant avoir également déposé six bombes dans quatre hôtels, la gare principale et une station de bus de la ville. En fin d'après-midi hier, le Royal Ulster Constabulary, police de l'Ulster (photo ci-contre), n'avait trouvé aucun engin explosif sur les lieux indiqués, qui n'avaient pas été évacués. Gerry Adams, président du Sinn Féin (aile politique de l'IRA), a qualifié l'attaque de symptôme « regrettable » des problèmes qui doivent être réglés. Mais Dublin, Londres et Washington l'ont fermement condamné.

La rébellion zairoise accuse la France

d'après AFP et AP
GOMA, Zaïre

Le chef de la rébellion zairoise Laurent-Désiré Kabila a assuré, hier à Goma, attendre de « pied ferme » une contre-offensive « foudroyante » annoncée par Kinshasa et accusé la France d'avoir envoyé « un millier de soldats » à Kisangani.

À Paris, le ministère de la Défense a démenti la présence de soldats français au Zaïre. « Il n'y a aucune troupe française au Zaïre, à l'exception de cinq gendarmes et d'un attaché militaire à l'ambassade de France à Kinshasa », a assuré un porte-parole.

Kabila a également fait état de la présence de mercenaires de la société sud-africaine Executive Outcomes et de « 2000 » mercenaires de l'UNITA (ancien mouvement

rebelle angolais dirigé par Jonas Savimbi) à Kisangani, pour l'une éventuelle contre-offensive.

De Johannesburg, la direction de la compagnie sud-africaine a démenti toute implication au Zaïre en dénonçant les « mensonges » de Laurent-Désiré Kabila.

« Pourquoi serions-nous là-bas ? Personne ne nous a demandé d'y aller, nous n'avons aucun intérêt et aucune raison d'être là », a déclaré Eben Barlow, le directeur d'Executive Outcomes, dans un entretien téléphonique.

Installée à Prétoria depuis 1989, la très discrète compagnie Executive Outcomes, qui se présente comme une société de sécurité industrielle, a par le passé envoyé des « conseillers techniques » en Angola et en Sierra-Leone.

Ses employés, le plus souvent

recrutés parmi les vétérans des forces spéciales sud-africaines, ont contribué l'an dernier au « nettoyage » de Koidu, la principale zone diamantifère de Sierra Leone où les rebelles menaient d'incessantes attaques.

Début décembre, la direction d'Executive Outcomes avait déjà démenti des informations selon lesquelles ses hommes auraient été redéployés au Zaïre après leur contrat avec la junte de Freetown.

Jusqu'en janvier 1996, la firme a été payée par le gouvernement angolais pour protéger des bases militaires, des mines et autres infrastructures.

Selon Kabila, entre 3000 et 4000 soldats des Forces armées zairoises (FAZ) et de la Garde présidentielle (l'unité d'élite) se trouvent aussi à Kisangani, capitale du Haut-Zaïre.

La rébellion a, en trois mois, pris le contrôle d'un territoire de plus de 600 km de long, le long des frontières de l'Ouganda, du Rwanda et du Burundi. Kinshasa a accusé ces trois pays de soutenir les rebelles, ce qu'ils ont démenti.

Le président kenyan Daniel arap Moi s'est rendu hier au Zaïre pour rencontrer son homologue Mobutu Sese Seko et tenter de trouver une solution à la crise dans l'est du pays. Mais Kinshasa affirme refuser de négocier avec les rebelles tutsis.

Mandaté par huit dirigeants africains lors du dernier sommet sur la situation au Kivu, boycotté par le Zaïre, le président Moi est parti pour Gbadolite, le palais du maréchal-président, situé dans la jungle à quelque 1200 kilomètres au nord-est de Kinshasa.

Un terrorisme d'extrême droite secoue l'Afrique du Sud

d'après AFP
JOHANNESBURG

Les actions terroristes de l'extrême droite, qui a revendiqué deux séries d'attentats apparemment dirigés contre la communauté musulmane, ont réveillé les antagonismes de la société sud-africaine, en voie de réconciliation depuis la fin de l'apartheid.

Dimanche, trois bombes visant une mosquée, un bureau de poste et un magasin de Rustenburg (nord-ouest de Johannesburg) ont fait un blessé et causé des dommages considérables. La veille de Noël, deux bombes avaient fait quatre morts et une soixantaine de blessés à Worcester, dans la région du Cap, dans un quartier essentiellement fréquenté par les métisses.

Hier, le Congrès national africain (ANC, au pouvoir) a appelé la population à « ne pas paniquer face à cette provocation barbare », tandis que la police appelait au calme en affirmant qu'une « réaction trop vive, verbale ou physique, pourrait relancer une nouvelle spirale de violence ».

Les explosions ont été revendiquées par le « Boere Aanval Tro-

pe » (BAT, Commando d'attaque boer). Ce groupe, jusque-là inconnu, demande la libération inconditionnelle des prisonniers d'extrême droite, la reconnaissance de la foi chrétienne, la création d'un territoire indépendant pour les Boers (descendants des pionniers blancs) et la reconnaissance de leur langue, l'afrikaans.

« Pour chaque Boer tué, des centaines d'entre vous, antichrists, périront par nos mains », proclamait son premier communiqué. Dimanche, un interlocuteur anonyme avait contacté la télévision nationale, au nom du BAT, en demandant que les députés indiens, « antichrists qui ne reconnaissent pas le Christ », quittent le Parlement.

La police, qui prend très au sérieux ces revendications, tente d'établir un lien entre les attentats de Worcester et Rustenburg.

Deux suspects blancs, arrêtés peu après l'explosion de Rustenburg, ont été écroués dimanche. Hier, un militant d'extrême droite du Mouvement de résistance afrikaaner (AWB), qui s'était évadé de prison avant d'être jugé par contumace pour plusieurs attentats

meurtriers commis en 1994, a également été arrêté par la police, qui compte l'interroger sur les récents attentats.

Récusant tout lien avec le BAT, les mouvements d'extrême droite ont vite repris à leur compte certaines de ses revendications.

« Si le président Mandela veut transformer le champ de bataille en pays pacifique, il nous faut parler de la libération des miens », a ainsi déclaré Eugene TerreBlanche, chef de l'AWB.

De son côté, le groupuscule « Boerestaat Party » a averti que l'Afrique du Sud allait « devenir une seconde Irlande du Nord si l'ANC continue à ignorer les demandes du peuple boer ».

Tout en condamnant les attentats, le chef du Parti conservateur (CP, ultra-conservateur), Ferdi Hartzenberg, a dénoncé les « discriminations » visant les Afrikaaners, en soulignant que « partout dans le monde, les frustrations entraînent la formation de petits groupes décidés à accomplir leurs objectifs par la terreur ».

Au Cap, des dirigeants musulmans et les chefs religieux se sont réunis pendant plusieurs heures

hier pour se coordonner au sein d'une « Convention islamique unie ».

« Quand on touche une mosquée, on touche toutes les mosquées du monde », a déclaré cheikh Nazeem Mohamad, chef du Conseil juridique musulman qui réunit 90 mosquées.

Pendant les débats, le mouvement civique PAGAD (Population contre le crime et la drogue) s'est proposé pour assurer la protection des centres religieux. Le PAGAD a multiplié ces derniers mois les manifestations en dénonçant l'impuissance de la police face à la criminalité.

Très agressif, le petit parti des Musulmans africains, implanté surtout dans la région du Cap, a de son côté attribué les récentes explosions à une « campagne orchestrée destinée à diaboliser l'islam alimentée par la propagande sioniste ».

Face à cette explosion de critiques, le président Nelson Mandela a averti que « le gouvernement agirait fermement pour s'assurer que les efforts malentendus de déstabilisation de la jeune démocratie seraient étouffés dans l'oeuf ».